

NOTE

DE CONJONCTURE

1^{er} trimestre 2014

Le 1^{er} trimestre 2014 a été marqué par le raffermissement de la reprise de l'activité économique mondiale entamée depuis le 3^{ème} trimestre 2013 du fait essentiellement de la progression des activités aux Etats Unis ainsi que de la croissance positive enregistrée en zone euro. Quant aux cours des principales matières principales, ils ont globalement baissé à l'exception du coton.

Au niveau national, la reprise de l'activité économique nationale entamée depuis la 2^{ème} moitié de l'année 2013 se poursuit mais demeure fragile. En effet, les mauvais résultats de la campagne agricole passée combinés à la période de soudure qui s'annonce n'ont pas beaucoup affecté le niveau des prix à cause de l'approvisionnement correct du marché en denrées de première nécessité. Ainsi, l'inflation est passée de -0,6% en décembre 2013 à -0,3% en mars 2014. Quant à l'indice de la production industrielle hors l'extraction d'or, il a progressé quelque peu par rapport au trimestre précédent mais baisse de 2,0% par rapport au 1^{er} trimestre 2013. Le surplus enregistré en matière de production moderne d'or par rapport aux prévisions n'a eu que peu d'effet sur l'augmentation des recettes de l'Etat au regard de la chute continue des cours mondiaux de l'or. La reprise des activités du tourisme et de l'hôtellerie ont contribué à donner un nouveau souffle à l'économie, laquelle a été réconfortée quelque peu par une certaine accélération de la demande extérieure. Ce qui a certainement contribué à rehausser le niveau du crédit à l'économie. Il en est de même pour le transfert des migrants qui pourrait constituer un élément catalyseur du relèvement du niveau de la demande intérieure dont l'une des conséquences est la baisse du taux de chômage à 7,3%.

ABREVIATIONS ET CONVENTIONS

SIGLES	INTITULES COMPLETS
AFRISTAT	Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
INSTAT	Institut National de la Statistique
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
IHPI	Indice Harmonisé de la Production Industrielle
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
CMDT	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
SUKALA	Société Sucrière du Kala
PARI	Programme d'Appui Régional à l'Intégration
FCFA	Franc des Communautés Financières d'Afrique
\$ E-U	Dollar des Etats-Unis
PNG	Position Nette du Gouvernement
ONAP	Office National de Produits Pétroliers

UNITES DE MESURE	VALEURS CONVENTIONNELLES
-------------------------	---------------------------------

Baril	Vaut 158,987 litres
Livre	Vaut 453,592 grammes
Once	Vaut 28,349 grammes

SIGNES CONVENTIONNELS

cvs	Corrigé des Variations Saisonnières
,	Sépare les unités des fractions décimales
Janv-95	Janvier 1995 (Idem pour les autres mois, mutatis mutandis)
T1-95	Premier trimestre 1995 (Idem pour les autres trimestres)
%	Pour cent

La note de conjoncture analyse l'activité économique au Mali à partir de facteurs endogènes et exogènes ayant eu un impact sur son évolution.

Les analyses développées dans la note ont trait à l'évolution des variables comme la production, les prix, le commerce extérieur, les recettes et dépenses publiques, la monnaie et l'emploi. La note de conjoncture analyse aussi l'évolution des cours mondiaux des principaux produits d'exportation (or et coton) et d'importation (pétrole, riz, maïs, blé, huile...).

Présentation :

Le 1^{er} trimestre 2014 a été marqué par le raffermissement de la reprise de l'activité économique mondiale entamée depuis le 3^{ème} trimestre 2013. Cette accélération tient en grande partie de la progression des activités aux Etats Unis ainsi que de la croissance positive enregistrée en zone euro.

Au niveau national, la reprise de l'activité économique nationale entamée depuis la 2^{ème} moitié de l'année 2013 se poursuit mais demeure fragile. En effet, les mauvais résultats de la campagne agricole passée combinés à la période de soudure qui s'annonce n'ont pas beaucoup affecté le niveau des prix à cause de l'approvisionnement correct du marché en denrées de première nécessité. Ainsi, l'inflation est passée de **-0,6%** en décembre 2013 à **-0,3%** en mars 2014. Quant à l'indice de la production industrielle hors l'extraction d'or, il a progressé quelque peu par rapport au trimestre précédent mais baisse de **2,0%** par rapport au 1^{er} trimestre 2013. Le surplus enregistré en matière de production moderne d'or par rapport aux prévisions n'a eu que peu d'effet sur l'augmentation des recettes de l'Etat au regard de la chute continue des cours mondiaux de l'or. La reprise des activités du tourisme et de l'hôtellerie ont contribué à donner un nouveau souffle à l'économie, laquelle a été réconfortée quelque peu par une certaine accélération de la demande extérieure. Ce qui a certainement contribué à rehausser le niveau du crédit à l'économie. Il en est de même pour le transfert des migrants qui pourrait constituer un élément catalyseur du relèvement du niveau de la demande intérieure dont l'une des conséquences est la baisse du taux de chômage à **7,3%**.

1- Les Prix intérieurs

a. Les prix à la consommation

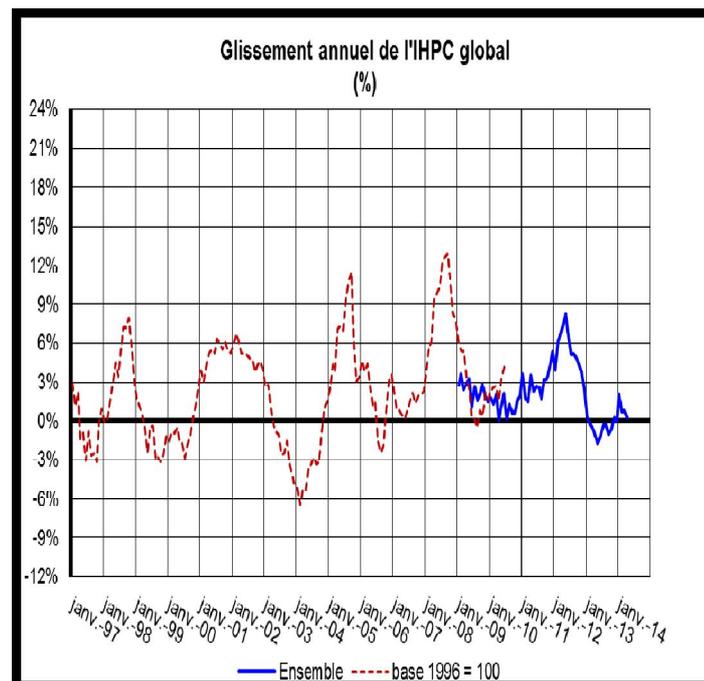
En variation mensuelle, on observe une tendance baissière du niveau général de l'indice des prix à la consommation en début d'année 2014 en partie due au repli des prix des produits alimentaires du fait des facilités accordées par l'Etat aux opérateurs céréaliers pour approvisionner le marché ainsi qu'à la baisse des prix de fruits et légumes à cause de leur saisonnalité. Mais, il faut noter que vers la fin du 1^{er} trimestre 2014, une certaine stabilité des prix s'est dessinée. Ainsi, la variation de l'indice des prix à la consommation est de **(-0,2%)** en janvier, **(-0,1%)** en février avant d'être nulle en mars et avril 2014.

En variation annuelle, on aperçoit un relèvement du niveau de l'indice général avec une hausse de **2,0%** des prix en janvier 2014 par rapport à la même période en 2013. Cette augmentation est induite essentiellement par la poussée des prix : de la composante alimentaire notamment les céréales non transformées **(+0,9%)**, de la fonction « communication » **(+5,6%)** des combustibles solides et autres **(+12,1%)** ainsi que du carburant et lubrifiant **(+2,9%)**. La hausse du niveau des prix en glissement annuel en février, en mars et en avril 2014 est de moindre ampleur en liaison avec les effets de la baisse des prix des produits alimentaires.

Quant à l'indicateur de convergence de l'UEMOA en matière d'inflation, il poursuit sa baisse entamée depuis le début de l'année 2013, en passant de **-0,6%** en décembre 2013 à **-0,5%** en janvier 2014, **-0,3%** en mars 2014 et **-0,1%** en avril

2014. La même tendance se dégage pour la zone UEMOA avec **+1,5%** en décembre 2013 contre **+1,4%** en janvier, **+0,9%** en mars 2014.

Graphique 6 :



b. Les prix des produits pétroliers et du gaz butane

- Prix fournisseurs

Au 1^{er} trimestre 2014, les prix fournisseurs moyens de tous les produits pétroliers sur l'axe Côte d'Ivoire ont baissé par rapport au trimestre précédent à l'exception du gazoil et du jet A1 respectivement avec des hausses de **3,2%** et **0,4%**. En ce qui concerne l'axe Sénégal, seul le prix fournisseur de gazoil est ressorti en hausse **(+3,1%)** par rapport au 4^{ème} trimestre 2013 contrairement à l'axe Niger dont les prix fournisseurs des produits pétroliers concernés ont replié. Dans l'ensemble, on note un recul des prix fournisseurs des produits pétroliers importés avec des taux oscillant de **0,3%** à **29,4%** Cette situation s'explique par la baisse des prix mondiaux du pétrole.

Tout comme les trimestres précédents, en matière d'approvisionnement en produits pétroliers, l'axe « Côte d'Ivoire - Mali » demeure le plus avantageux en termes de prix de revient à l'exception du supercarburant pour lequel l'axe Niger – Mali revient moins cher.

- Prix plafond

Contrairement aux prix fournisseurs, le prix moyen à la pompe des produits pétroliers ont augmenté à des niveaux allant de **0,4%** à **2,2%** par rapport au 4^{ème} trimestre 2013. La hausse des prix moyens à la pompe s'expliquent par :

- en janvier 2014 : une augmentation des prix à la pompe des produits pétroliers liquides du mois de décembre 2013 de **15,0 FCFA** et **7,0 FCFA** par litre respectivement pour le supercarburant et pour les autres produits, à l'exception du pétrole lampant dont le prix à été reconduit ;
- en mars 2014 : une augmentation des prix à la pompe des produits pétroliers liquides du mois de février 2014 de **4,0** à **11,0 FCFA** par litre selon les produits.

Quant au prix non subventionné du kilogramme de gaz Butane, il a baissé en moyenne de **20,7 FCFA**, soit **2,1%** contre **72,0 FCFA** le trimestre précédent.

2- La Production Industrielle

a. L'indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI)

Au 1^{er} trimestre 2014, l'indice harmonisé de la production industrielle hors extractive a enregistré une hausse de **4,0%** par rapport au trimestre précédent à cause essentiellement de la reprise des activités d'égrenage du coton. En revanche, par rapport à la même période en 2013, le niveau général a replié de **2,0%**. Ce qui fait qu'on observe globalement une certaine timidité de l'activité industrielle.

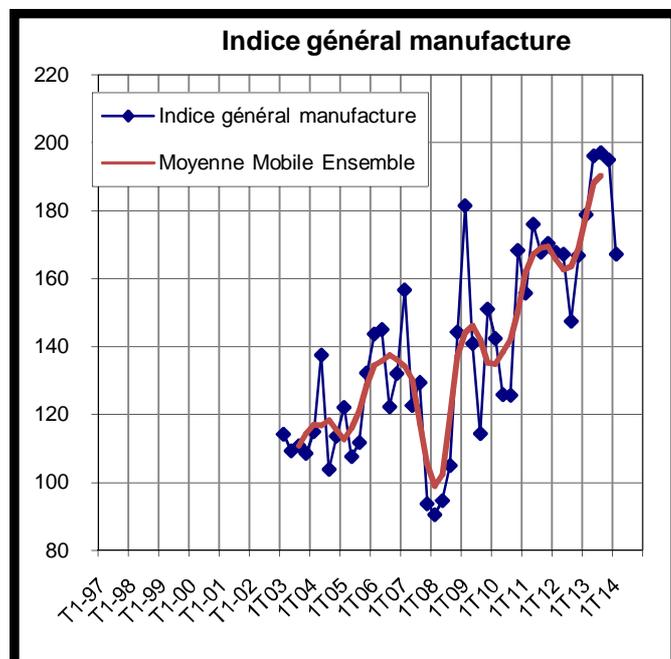
➤ Par rapport au 4^{ème} trimestre 2013

L'accroissement de **4,0%** du niveau général de l'indice hors extractive est induite principalement par une augmentation de **31,0%** de la quantité de coton égrené de même qu'une hausse de **11,0%** des activités industrielles de la branche « métallurgie, fonderie ». La forte augmentation enregistrée par la branche « fabrication de meubles » a contribué également à rehausser le niveau général de l'indice.

➤ Par rapport au 1^{er} trimestre 2013

Il ressort que l'indice de la production industrielle hors extractive a enregistré un reflux de **2,0%** malgré la forte augmentation observée au niveau de la branche « fabrication des meubles » ainsi que les hausses de **14,0%** et de **10%** respectivement de la branche « fabrication des produits alimentaires » et de la production d'électricité. La baisse de l'indice général est essentiellement induite par le repli enregistré par les branches industrielles : « égrenage de coton » (**-3,0%**), « fabrication de matériels électriques » (**-64,0%**), « fabrication de produits chimiques » (**-11,0%**) et « fabrication de textile » (**-7,0%**).

Graphique 1 :



L'analyse du niveau de la production de l'industrie manufacturière laisse entrevoir un certain ralentissement alors qu'on s'attendait à une reprise des activités industrielles après la crise. En effet, au cours du 1^{er} trimestre 2014, le niveau de l'indice de l'industrie manufacturière est en baisse de **14,2%** et de **6,5%** respectivement par rapport au trimestre précédent et par rapport au 1^{er} trimestre 2013. Le repli est surtout imputable au reflux du niveau de la production des branches industrielles suivantes : « fabrication de matériels électriques », « fabrication de

produits chimiques », « fabrication de produit à base de tabac » et « fabrication de textiles ».

b. La production moderne d'or

Au cours du 1^{er} trimestre 2014, la production moderne d'or a baissé de **8,3%** par rapport au trimestre précédent. En revanche, par rapport au 1^{er} trimestre 2013, la production moderne d'or a cru de **8,8%**. En outre le taux de réalisation des prévisions de production au 1^{er} trimestre 2014 est de **106,2%** contre **112,8%** pour le trimestre précédent.

c. L'opinion des industriels sur leur activité

L'enquête d'opinion auprès des chefs d'entreprises industrielles (à l'exception des entreprises minières) donne les résultats suivants : **36,0%** des répondants affirment que leur production a diminué par rapport au trimestre précédent de même ceux qui évoquent une augmentation contre **28,0%** qui pensent que leur production reste inchangée sur la même période. Cette perception confirme la timidité du niveau de la production observée au cours du 1^{er} trimestre 2014. Les principales raisons évoquées par les répondants pour justifier la quasi-stagnation de la production industrielle sont entre autres : insuffisance de commandes (**36,4%**), insuffisance d'équipement (**22,7%**), insuffisance de matières premières (**13,6%**), et insuffisance de main d'œuvre (**4,5%**). Ce qui explique le score de **48,0%** et de **24,0%** des répondants affirmant avoir utilisé respectivement entre **50** et **75%** et moins de **50%** de leur capacité de production.

c-1 Sur l'utilisation de leur capacité de production

- **48,0%** affirment avoir utilisé entre 50% et 75% de leur capacité de production (en majorité la branche agro-alimentaire) ;
- **24,0%** affirment avoir utilisé moins de 50% de leur capacité de production (majoritairement la branche pétrolière, chimique, caoutchouc et plastique) ;
- **28,0%** affirment avoir utilisé plus de 75% de leur capacité de production (surtout la branche électricité, gaz et eau).

c-2 Sur la production du trimestre à venir (2^{ème} trimestre 2014)

- **43,0%** prétendent augmenter leur production (en majorité la branche pétrolière, chimique, caoutchouc et plastique) ;
- **35,0%** se prononcent pour la stabilité (en majorité la branche agro-alimentaire) ;
- **22,0%** déclarent diminuer leur production (en majorité la branche métallique).

c-3 Sur l'évolution des prix de vente du prochain trimestre (2^{ème} trimestre 2014)

- **4,0%** pensent que les prix de vente augmenteront (en majorité la branche électricité, gaz et eau) ;
- **78,0%** se prononcent pour une stabilité des prix de vente (majoritairement la branche agro-alimentaire et tabac et la branche pétrolière, chimique, caoutchouc et plastique) ;
- **18,0%** pensent qu'ils diminueront (la branche papier, carton et édition, imprimerie et la branche textile).

3- Les cours internationaux des principales matières premières

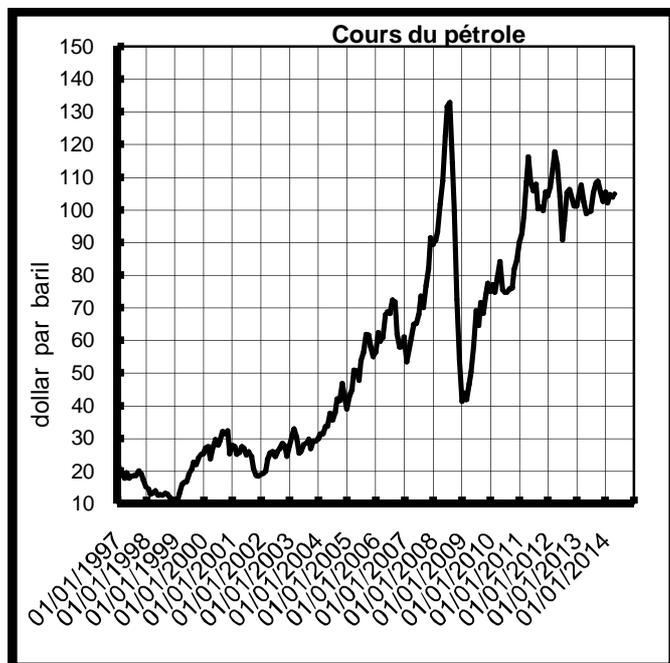
Dans l'ensemble, la baisse des cours des principales matières premières entamée depuis le dernier trimestre 2013 se maintient à l'exception du coton.

❖ Le pétrole

Tout comme au trimestre précédent, les cours mondiaux du brut en dollar ont légèrement replié en moyenne au 1^{er} trimestre 2014 malgré la dégradation des conditions

sécuritaires dans certains pays producteurs notamment en Libye et au Nigéria. Le repli est d'environ **1,0%** par rapport au 1^{er} trimestre 2013 et par rapport trimestre précédent. Le reflux des cours du pétrole pourrait être imputable à l'augmentation de la production américaine grâce au pétrole schiste. En dépit de l'annonce d'une hausse de la consommation en 2014 de certains pays comme la Chine, les cours mondiaux du brut demeurent orienter à la baisse au cours des prochains mois au regard d'une possible levée de sanctions sur le pétrole iranien;

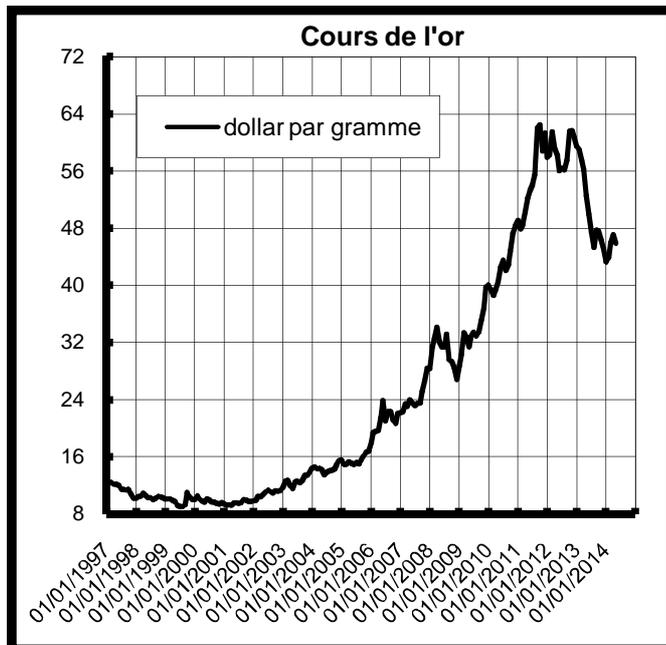
Graphique 2 :



❖ L'or

L'effondrement des cours mondiaux de l'or se poursuit en 2014 du fait de l'effritement de la valeur refuge de l'or en liaison notamment avec l'amélioration de l'activité économique mondiale et le repli des quantités importées par certains pays, notamment l'Inde. En effet, le prix mondial de l'or est passé de **1 411 dollars l'once** en moyenne durant l'année 2013 à **1293 dollars l'once** au trimestre 1^{er} trimestre 2014, soit un recul de **8,4%**. Au mois de mai 2014, le cours de l'or a été fixé à **1289 dollars l'once**. Cependant, on s'attendrait à une hausse de l'ordre de **10,0%** de la demande mondiale d'or en 2014. Les prévisions récentes situeraient le prix de l'once à **1250,0 dollars** alors qu'on s'attendrait à une hausse de l'ordre de **10,0%** de la demande mondiale d'or en 2014 ;

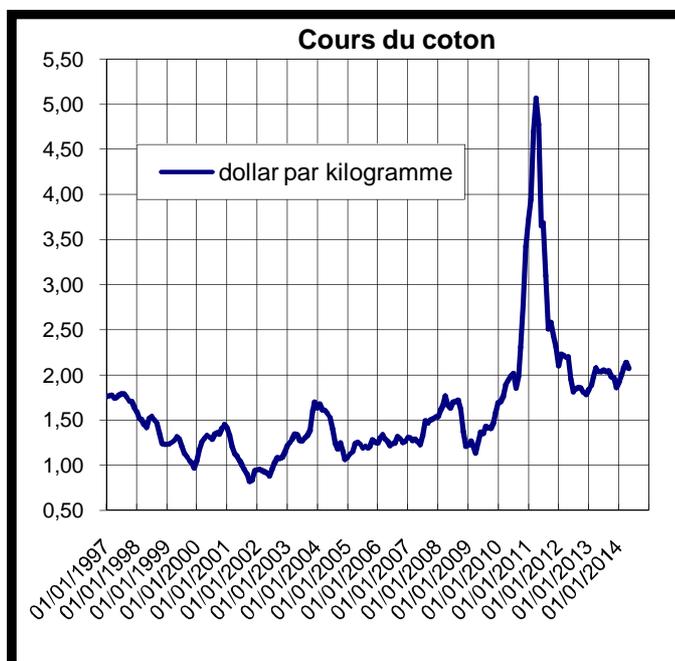
Graphique 3 :



❖ Le coton

Contrairement au trimestre précédent, les cours mondiaux du coton en dollar ont progressé de **7,9%** au 1^{er} trimestre 2014 par rapport au 4^{ème} trimestre 2013. Exprimé en franc CFA, le prix du coton sur le marché international a augmenté de **7,2%** sur la même période. Par rapport au 1^{er} trimestre 2013, les cours mondiaux de coton se sont accrus de **4,6%**. Cette entame de poussée vers le haut pourrait avoir un lien avec la baisse de **5,2%** de la production mondiale du coton au cours de la campagne 2013/2014 comparativement à la campagne précédente ainsi qu'une réduction des superficies cotonnières au cours de la prochaine campagne ;

Graphique 4 :



❖ Cours des produits alimentaires

Globalement, au 1^{er} trimestre 2014, les prix des produits alimentaires sont inférieurs à leurs niveaux il ya un an. En effet, l'indice des prix des produits alimentaires a baissé de plus de **7,0%** par rapport au 1^{er} trimestre 2013 en liaison essentiellement avec un repli de **23,3%** pour les céréales. La baisse des prix mondiaux est plus prononcée pour le riz et le sucre avec respectivement **19,9%** et **9,8%**. En revanche,

l'indice des prix des oléagineux a augmenté de **2,0%** alors que celui des autres produits a connu une hausse de près de **6,0%** sur la même période. Par rapport à son niveau du trimestre précédent, l'indice des prix des produits alimentaires demeure quasi stable.

4- Les finances publiques

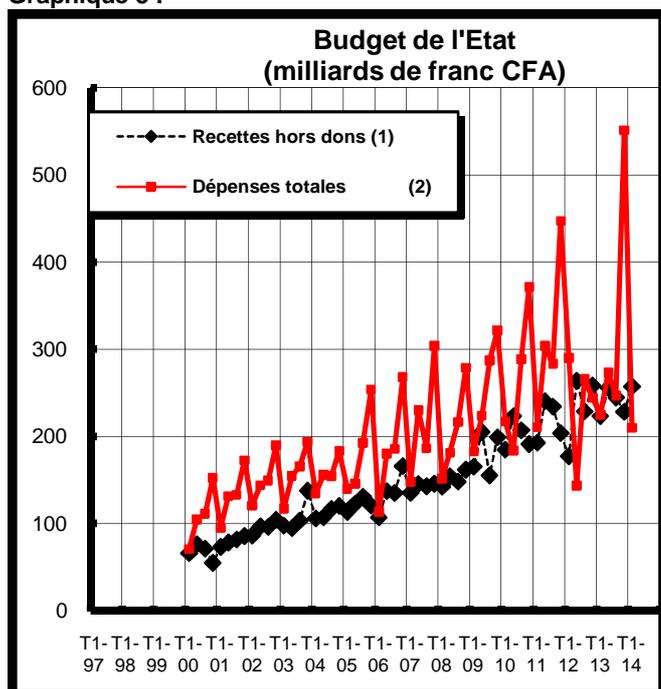
a. Les recettes globales

Par rapport à fin mars 2013, les recettes totales hors dons se sont accrues de **34,0 milliards FCFA** au 1^{er} trimestre 2014, soit une augmentation de plus de **15,0%**. Le relèvement du niveau des recettes au cours de cette période est principalement en lien avec l'augmentation d'un peu plus de **37,0 milliards FCFA** des recettes fiscales nettes sur la même période, soit une progression de **20,0%**. Cette performance est induite par le bon niveau des impôts indirects recouverts avec un surplus de **39,0 milliards FCFA** comparativement au 1^{er} trimestre 2013. Les recettes relatives à la TVA représentent la composante qui a le mieux contribué à améliorer le niveau des impôts indirects mobilisés grâce à de mesures de contrôle et de sécurisation des recettes fiscales ainsi que la motivation des agents de recouvrement.

b. Les dépenses

Au 1^{er} trimestre 2014, le niveau des dépenses totales ont replié quelque peu de **6,7%** par rapport au 1^{er} trimestre 2013 en liaison essentiellement avec la baisse de plus de **33,0%** des dépenses d'investissement sur la même période en relation avec le fait qu'aucune dépense d'investissement relative au financement extérieur n'a été effectuée au 1^{er} trimestre 2014. En outre, les dépenses courantes n'ont augmenté que très faiblement (**+1,3%**) du fait essentiellement du reflux de près de **42,0%** de la composante « transferts et subventions » surtout que le niveau des subventions des intrants agricoles est nul. En ce qui concerne le service de la dette dû après allègement, il est de **17,8 milliards FCFA** au 1^{er} trimestre 2014 contre **17,6 milliards FCFA** à la même période en 2013. Au titre du 1^{er} trimestre 2014, la composante « principal » est de **12,9 milliards FCFA** dont **5,9 milliards FCFA** pour la dette intérieure et la composante « intérêt dû » est de **4,9 milliards FCFA**. Tandis qu'au 1^{er} trimestre 2013, la composante « principal » est de **13,4 milliards FCFA** dont **6,9 milliards FCFA** pour la dette intérieure et la composante « intérêt dû » est de **4,2 milliards FCFA**.

Graphique 5 :



5- Les services

a. Le tourisme et l'hôtellerie

Les données relatives aux activités du tourisme et de l'hôtellerie pour le 1^{er} trimestre 2014 n'étant pas disponibles, l'analyse portera sur leurs évolutions entre le 4^{ème} trimestre 2012 et le 4^{ème} trimestre 2013. Ainsi, durant l'année 2012, les activités de tourisme et de l'hôtellerie ont été fortement affectées par les effets néfastes la crise sécuritaire. Toutefois, on observe une reprise progressive tout au long de l'année 2013. En effet, les évolutions des différents indicateurs d'appréciation de ces branches suscitent un certain espoir. Ainsi, au 4^{ème} trimestre 2013, le nombre de visiteurs dénombrés au niveau de l'aéroport de Bamako sénoa a augmenté de plus de **28,0%** par rapport au 4^{ème} trimestre 2012. De même, sur la même période le nombre de visiteurs répertoriés au niveau des établissements d'hébergement et les nuitées se sont accrues respectivement de **70,0%** et de **60,3%**. Ces tendances des indicateurs présagent une consolidation de la reprise amorcée des activités touristiques et hôtelières.

b. Les télécommunications

Tout comme le trimestre précédent, le trafic téléphonique s'intensifie davantage au 1^{er} trimestre 2014 par rapport à la même période en 2013 au regard de la hausse de **28,0%** et de **31,0%** respectivement du nombre d'abonnés au fixe et au mobile en liaison avec le lancement de nouvelles offres sur le marché. De même les volumes d'appels sortant et entrant ont augmenté chacun de **15,0%** sur la même période. Par rapport au 4^{ème} trimestre 2013, le nombre d'abonnés au fixe a augmenté de **14,0%** alors que les abonnés au mobile connaissent une hausse de **5,0%**. Quant aux volumes d'appels émis vers l'extérieur et en provenance des autres pays, ils ont replié respectivement de **48,0%** et de **45,0%** par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est due au fait que le 4^{ème} trimestre de l'année est une période d'intensification des appels à cause des fêtes de fin d'année et à l'arrivée des observateurs étrangers pour les élections législatives de 2013.

c. Le transport aérien

La reprise des activités au niveau du transport aérien se confirme au 1^{er} trimestre 2014 après les perturbations de 2012 à cause de la crise. En effet, le transport aérien de fret a enregistré une hausse de **5,0%** par rapport au 1^{er} trimestre 2013 alors que le transport aérien de passagers a cru de **22,9%** sur la même période. Cette tendance se confirme à travers l'intensification des mouvements de près de **45,0%** par rapport au 1^{er} trimestre 2013. Toutefois, le transport aérien a légèrement replié par rapport au trimestre précédent.

d. L'immatriculation des véhicules

La tendance baissière des immatriculations observée depuis l'avènement de la crise en 2012 s'est finalement inversée en ce début d'année 2014. Le nombre de véhicules de tourisme immatriculés a fortement augmenté au 1^{er} trimestre 2014. En effet, le nombre de véhicules de tourisme ayant fait l'objet d'immatriculation a été multiplié par six comparativement au 1^{er} trimestre 2013 et par rapport au 4^{ème} trimestre 2013. De même, sur la même période, le nombre de véhicules utilitaires immatriculés a été plus que doublé par rapport au 1^{er} trimestre 2013. Par rapport au trimestre précédent, le nombre de véhicules utilitaires immatriculés a été quadruplé. Cette poussée en matière d'immatriculation est liée entre autres à l'accélération de la procédure dans la chaîne d'immatriculation, à la reprise des activités des ONG après une période crise et dans une moindre mesure à aux nombreux achats de véhicules par le personnel de la MINUSMA.

6- Le commerce extérieur

a. Les importations

Au 1^{er} trimestre 2014, les importations globales du Mali se sont chiffrées à 1 391 000 tonnes pour une valeur de 439,0 milliards F CFA, contre 1 275 000 tonnes pour une valeur de 476,0 milliards F CFA au 4^{ème} trimestre 2013 et 1 277 000 tonnes pour une valeur de 394,0 milliards F CFA au 1^{er} trimestre 2013. Les importations du 1^{er} trimestre 2014 sont composées de produits pétroliers pour **244 000 tonnes** et une valeur de **80,0 milliards FCFA** ainsi que de produits non pétroliers pour **1 148 000 tonnes** et une valeur de **358,0 milliards FCFA**.

Les droits et taxes liquidés à fin mars 2014 sont de **87,3 milliards FCFA** pour une prévision de **90,0 milliards FCFA**, soit un gap de **2,7 milliards de F CFA** et un taux de réalisation des prévisions de **97,0%** contre un taux de réalisation de **92,0%** au trimestre précédent avec un gap était de **2,2 milliards FCFA**.

➤ Par rapport au 4^{ème} trimestre 2013

Les quantités de marchandises importées sont en hausse de **9,1%** imputable à la hausse de **17,3%** du volume des produits non pétroliers importés malgré la baisse de **18,0%** de celui des produits pétroliers. En valeur, les importations globales ont replié de **7,8%** avec un recul de **14,6%** et **6,1%** respectivement de la valeur des produits pétroliers et des produits non pétroliers.

➤ Par rapport au 1^{er} trimestre 2013

Le volume global des importations a progressé de **9,0%** en dépit d'un fléchissement de **7,7%** des quantités de produits pétroliers importés. Cette augmentation des importations est le fait d'un accroissement de **13,4%**. Quant à la valeur des importations, elle est en hausse de **11,3%** en liaison avec la hausse de **25,5%** et **8,5%** respectivement de la valeur des produits pétroliers importés et celle des produits non pétroliers.

Par ailleurs, tout comme pour les trimestres précédents, l'analyse des importations par zone de provenance indique la prédominance des échanges intracommunautaires. En effet, la zone CEDEAO est la principale source d'approvisionnement du Mali avec **31,9%** de la valeur totale sous l'impulsion des importations en provenance de la zone UEMOA (**29,9%** de la valeur globale). En valeur, la zone CEDEAO est suivie de l'Asie et de l'Union Européenne avec respectivement **24,5%** et **21,5%**. Ces trois zones d'importation constituent à elles seules près de **78,0%** de la valeur globale des importations totales du Mali au cours du 1^{er} trimestre 2014 contre **79,0%** du 4^{ème} trimestre 2013. Cependant, il faut noter que les importations de produits originaires de la sous-région ou de la région à destination du Mali sont essentiellement constituées de produits pétroliers et, dans une moindre mesure, de ciment.

Au titre du classement en matière d'importation des principaux pays partenaires commerciaux du Mali au cours du 1^{er} trimestre 2014, le Sénégal est encore en tête avec **17,7%** de la valeur globale des importations contre **18,7%** au trimestre précédent. Il est suivi de la Chine (**14,1%**), de la France (**8,7%**), de la Côte d'Ivoire (**7,9%**) et les USA (**5,6%**).

b. Les Exportations

Au cours du 1^{er} trimestre 2014, les exportations se chiffrent à 258 075 tonnes de marchandises pour une valeur de 355,2 milliards F CFA contre **179 646 tonnes** de marchandises pour une valeur de **300,6 milliards FCFA** au titre du 4^{ème} trimestre 2013 et **207 932 tonnes** de marchandises pour une valeur de **275,9 milliards FCFA** au 1^{er} trimestre 2013. Le fait majeur qu'on pourrait noter est que les exportations d'engrais ne cessent de croître. En effet, le volume d'engrais

exportés, au 1^{er} trimestre 2014, est de 87 041 tonnes pour une valeur de **67,4 milliards FCFA**.

➤ Par rapport au 4^{ème} trimestre 2013

Le volume des exportations totales est en hausse de **43,7%** pour une augmentation de **18,1%** en valeur, malgré la baisse de **6,1%** des quantités d'or exporté pour un recul de **4,7%** en valeur. La hausse du niveau global est le fait de celle enregistrée par le coton, due à sa saisonnalité.

➤ Par rapport au 1^{er} trimestre 2013

Le niveau global des quantités de marchandises exportées est en hausse de **24,1%**. En valeur, la hausse est de **28,7%**. Cet accroissement des exportations est imputable à l'augmentation des exportations d'or et surtout à celles des engrais.

c. Le solde commercial et le taux de couverture

Le solde commercial **-83,9 milliards FCFA** au 1^{er} trimestre 2014. Il s'est amélioré par rapport au 4^{ème} trimestre 2013 avec **-175,4 milliards FCFA** et par rapport au 1^{er} trimestre 2013 avec **118,1 milliards FCFA**. Il en est de même pour le taux de couverture des importations par les exportations, qui s'est établi à **80,9%** au 1^{er} trimestre 2014 contre **63,2%** au 4^{ème} trimestre 2013 et **70,0%** au 1^{er} trimestre 2013

7- La situation monétaire, les transferts des migrants et la bourse

a. La situation monétaire

a.1 La masse monétaire

A fin mars 2014, le niveau de la masse monétaire a progressé de **7,2%**, soit un surplus de près de **125,0 milliards FCFA** par rapport à la même période en 2013. Cette amélioration du niveau de la masse monétaire est le fait de l'augmentation de plus de **150,0 milliards FCFA** des dépôts bancaires sur la même période. En revanche, la circulation fiduciaire a reculé de l'ordre de **26,0 milliards FCFA**. Par rapport à fin décembre 2013, le niveau de la masse monétaire affiche une certaine stabilité.

a.2 Les contreparties de la masse monétaire

- A la fin du 1^{er} trimestre 2014, les avoirs extérieurs nets ont replié **10,6 milliards FCFA** par rapport à la même période en 2013 malgré la hausse de plus de **75,0 milliards FCFA** de la composante des banques commerciales. Le reflux des avoirs extérieurs nets globaux est imputable à la baisse de **86,0 milliards FCFA** des avoirs extérieurs nets de la banque centrale. Comparativement à leur niveau en fin décembre 2013, les avoirs extérieurs ont reculé de **5,4%** du fait de la baisse de **11,0%** des avoirs extérieurs de la banque centrale.

- S'agissant du crédit intérieur, il s'est amélioré à fin mars 2014 d'environ **145,0 milliards FCFA** et de **49,2 milliards FCFA** respectivement par rapport à fin mars 2013 et fin décembre 2013. Ce renforcement du niveau du crédit intérieur est en partie dû à la hausse du crédit à l'économie;

- S'agissant de l'encours du crédit à l'économie, il affiche une variation positive de **13,7%** comparativement à son niveau à fin mars 2013, soit une hausse de plus de **149,0 milliards FCFA**. Cette situation révèle une reprise des activités économiques. Par rapport à fin décembre 2013, le niveau du crédit à l'économie a progressé de **4,8 milliards FCFA** ;

- A fin mars 2013, la position créditrice de l'Etat s'est améliorée de près de **9,0%** par rapport à fin mars 2013 à cause principalement de l'accroissement des créances de l'Etat de **30,0%** alors qu'au même moment les dettes de l'Etat ont augmenté de **34,0%**. Par rapport à fin décembre 2013, la PNG s'est dégradée de **44,1%** à cause

principalement d'une augmentation de **11,0%** de la dette de l'Etat alors que sur la même période les créances de l'Etat ont baissé de **3,1%** en liaison avec le reflux du niveau des dépôts de l'Etat.

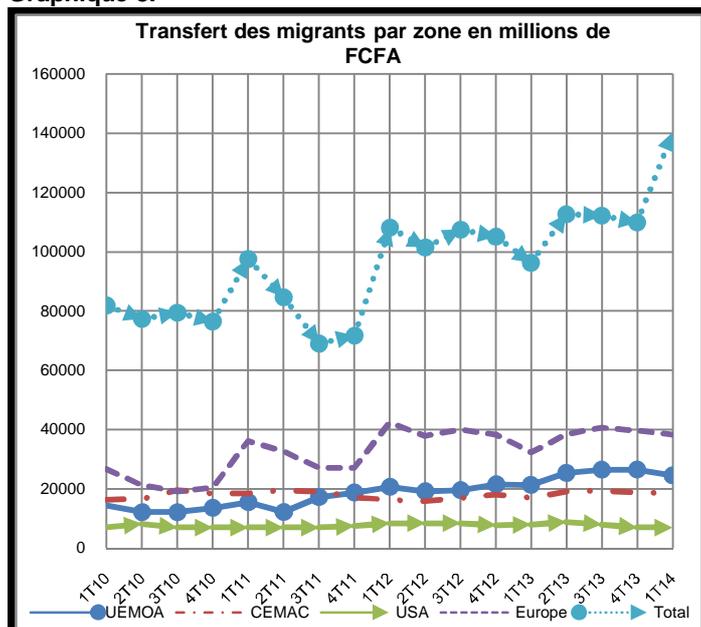
b. Le transfert des migrants

Tableau : Evolution des transferts des migrants

Trimestre	TOTAL	Dont UEMOA	Dont CEMAC	Dont USA	Dont Europe
T1 - 11	97678	15545	18394	7070	36176
T2 - 11	84685	12227	19471	7212	32669
T3 - 11	69080	17292	19036	7305	27215
T4 - 11	71797	18895	17292	7555	27076
T1 - 12	108238	20770	16452	8399	42441
T2 - 12	101475	19192	15957	8511	37842
T3 - 12	107627	19610	17039	8477	40036
T4 - 12	105186	21620	18048	7708	38286
T1 - 13	96273	21313	17025	8114	32241
T2 - 13	112827	25541	19131	8948	38530
T3 - 13	112324	26564	19177	8071	40683
T4 - 13	109837	26457	18912	7197	39614
T1 - 14	140294	24687	18463	7068	38286

Source : BCEAO Unité : en millions de FCFA

Graphique 8:



Au cours du 1^{er} trimestre 2014, le montant total des fonds rapatriés par les Maliens de l'extérieur a nettement progressé de près de **46,0%** par rapport à la même période en 2013. Les fonds provenant de l'Europe ont augmenté d'environ **19,0%** sur la même période avec des hausses de **20,6%** et de **56,0%** respectivement pour la France et pour l'Espagne. Cette situation peut s'expliquer par la reprise des activités économiques dans la zone euro. En outre, les fonds rapatriés, à partir des autres pays de la zone UEMOA, se sont accrus de **15,8%** et ceux en provenance de la zone CEMAC ont augmenté de **8,4%** au 1^{er} trimestre 2014. En revanche, les fonds en provenance des USA ont baissé de **13,0%** au 1^{er} trimestre 2014 comparativement au 1^{er} trimestre 2013. Par rapport au 4^{ème} trimestre 2013, les fonds reçus des maliens de l'extérieur ont augmenté de **27,7%**.

c. La bourse

L'activité boursière s'est encore intensifier au cours du 1^{er} trimestre 2014 au regard de l'évolution des deux principaux indicateurs que sont les indices BRVM-10 et l'indice BRVM composite. En effet, l'indice BRVM-10 a progressé de **27,8%** en moyenne par rapport au 1^{er} trimestre 2013 et de **10,8%** par rapport au trimestre précédent. Quant à l'indice BRVM composite, il s'est apprécié de **33,1%** par rapport au 1^{er} trimestre 2013 et de **11,9%** par rapport au 4^{ème} trimestre 2013. Le bon comportement affiché par le marché boursier régional indique une reprise de l'activité économique qui se consolide.

8- L'Emploi

Les résultats des deux éditions de 2011 et de 2013 de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP) permettent d'apprécier l'évolution du taux de chômage au Mali. En effet, le taux de chômage estimé au sens du BIT est de **10,5%** au 2^{ème} trimestre 2011 contre **10,8%** au 2^{ème} trimestre 2013, soit une augmentation de **0,3 points** de pourcentage qui pourrait être imputable aux pertes d'emplois dues à la crise de 2012. Ce relèvement de niveau du chômage résulte de l'augmentation du nombre d'hommes chômeurs avec un taux qui est passé de **5,3%** à **7,2%** sur cette période, tandis que le taux de chômage des femmes a baissé de **15,9%** à **15,1%** sur la même période. Toutefois, au 4^{ème} trimestre 2013 le taux de chômage est de **7,3%** dont **5,1%** pour les hommes et **9,5%** pour les femmes. La baisse du chômage de **3,5%** en 6 mois (entre juin et décembre 2013) pourrait être due en partie à la reprise des activités après une période de léthargie du fait de la crise. Il est à noter que le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans est passé de **13,8%** à **9,5%**.

Conclusions et perspectives

L'évolution de la conjoncture économique internationale indique un raffermissement de l'activité mondiale grâce à la croissance positive enregistrée au niveau des pays dits développés. Les dernières prévisions du FMI laissent entrevoir un taux de croissance de la production mondiale de **3,0%** en 2013 contre **3,6%** en 2014 et **3,9%** en 2015.

Au Mali, l'analyse des indicateurs conjoncturels laisse entrevoir globalement une reprise de l'activité économique. Mais, les mauvaises récoltes de la campagne agricole passée, l'effondrement des cours mondiaux de l'or et dans une moindre la relance assez timide des commandes auprès de certaines entreprises sont des facteurs de risque qui fragilisent quelque peu les acquis de la sortie de crise de l'économie. Néanmoins, quelques signaux positifs suscitent de l'espoir quant au redressement durable de l'activité économique entamée. Il s'agit entre autres : de la maîtrise de l'inflation, de l'augmentation de la production d'or, de la progression de la demande extérieure ainsi que de la hausse des cours mondiaux du coton qui pourrait contribuer à conforter l'augmentation des recettes de l'Etat. De même, la poursuite de l'expansion dans le secteur des télécommunications et le redémarrage des activités touristiques et hôtelières sont autant de motifs d'espoir de consolidation de la reprise progressive des activités.